

Le cri de détresse des forêts françaises confrontées aux crises écologiques

Auteurs de *Massacre à la tronçonneuse – Climat, parasite, crise budgétaire... Nos forêts en état d'urgence*, les journalistes Hugues Demeude et Thierry Gadault alertent sur la situation préoccupante des forêts françaises. Dans cette tribune, ils interrogent aussi la pertinence des stratégies mises en place pour aider nos forêts à relever les défis du siècle en cours.

En France, les forêts sont en grande détresse. Ce patrimoine de 17 millions d'hectares recouvrant 31 % du territoire français est aujourd'hui confronté à de multiples menaces : sécheresses à répétition, attaques parasitaires sans précédents, risques d'incendies de grande ampleur, mais aussi accroissement de plantations mono espèces à faible naturalité plus vulnérables aux ravageurs. Dans notre livre « *Massacre à la tronçonneuse – Climat, parasite, crise budgétaire... Nos forêts en état d'urgence* », nous passons en revue les nombreux enjeux auxquels est confronté ce bien commun.

La forêt française est malade. Très malade. Il suffit pour s'en convaincre de lire le bulletin annuel de 2019 publié par le Département des forêts, du ministère de l'agriculture, et le bulletin de juillet 2020 qui fait un bilan de la situation sanitaire des forêts à mi année. Toutes les principales essences qui composent nos massifs boisés partagent au moins un même problème : le dépérissement dû à la sécheresse et/ou aux attaques virulentes de bioagresseurs.

Il suffit aussi de voyager à travers la France pour le constater. Ainsi en forêt de Compiègne, pas un secteur n'est épargné. L'ONF (l'Office national des forêts) a du reste installé des panneaux d'information pour expliquer la situation. Il y est question du changement climatique, du dépérissement des arbres provoqué par les sécheresses qui se sont multipliées ces dernières années, et de la crise du hanneton forestier. Ce coléoptère, endémique dans les forêts du sud de la Picardie, est une plaie pour les forêts aux sols sableux, comme celle de Compiègne, artificielle, qui fut plantée sur 6000 hectares sous l'impulsion de Napoléon III. Le hanneton pond ses larves dans la terre et, pendant quatre années, elles se nourrissent en grignotant les racines des plantes et des arbres. Quand l'insecte prend son envol, il dévore alors les feuilles des arbres, principalement du chêne. Selon les forestiers, au-delà d'une densité de 10 larves par mètre carré, la situation devient ingérable. Or, à Compiègne, la densité de larves est estimée à au moins 50 par mètre carré. La combinaison de cette crise du hanneton avec l'impact du changement climatique est redoutable pour les forêts picardes.

Même le somptueux site des Beaux Monts, une réserve de 240 hectares qui compte un millier de chênes multiséculaires, voit des arbres dépérir. Pour les hêtres âgés de 80 ans, le processus est très rapide : deux à trois ans. « *Les dépérissements touchent 80% de la superficie* », confie Bertrand Wimmers, directeur de l'agence Picardie de l'ONF. Résultat : le volume de bois qu'il faut sortir d'urgence des forêts explose. À Chantilly, autre forêt picarde voisine, « *le volume d'arbres morts ou en dépérissement représente vingt-sept années de récoltes annuelles* », explique un expert proche du dossier qui préfère rester anonyme.

La crise des scolytes

À 500 kilomètres au sud-est, les forestiers sont eux aussi confrontés au changement climatique et à ses impacts désastreux sur la forêt. Depuis 2018, la crise des scolytes, un coléoptère qui pond ses larves dans les vaisseaux des épicéas, bloquant ainsi la circulation de la sève et le condamnant à une mort rapide, est en passe d'éradiquer les peuplements. Et chaque année, les dégâts ne cessent de gagner de nouvelles zones et de prendre de l'altitude. Il y a trois ans, ce sont les épicéas qui étaient attaqués jusqu'à 600 mètres d'altitude. Puis c'est monté à 800 mètres, et maintenant les scolytes sont repérés à plus de 1 000 mètres. Comme en Picardie, les impacts de ce petit coléoptère sont aggravés par les effets du manque d'eau, qui assoiffe les feuillus comme les résineux, d'autant que les plateaux calcaires du Jura retiennent peu les eaux de pluies. « *Quand vous avez une fragilité des peuplements parce qu'il fait sec et chaud, les arbres souffrent et émettent des phéromones qui attirent les scolytes* », souligne Etienne Delannoy, le directeur départemental de l'ONF dans le Jura. Leurs populations se sont tellement multipliées que le scolyte est maintenant épidémique. D'autant que la douceur des hivers contribue à aggraver la situation. Ce lien entre l'augmentation des températures et leur pullulation avait déjà été établi par les scientifiques dans les forêts boréales du Canada : à la faveur d'hivers plus doux, ils se sont multipliés sans limite jusqu'à infester les printemps suivants 10 millions de kilomètres carrés de forêts ! Ce qui représente 1 milliard de mètres cube d'arbres morts.

En France, comme en Allemagne, les volumes n'atteignent pas un pareil chiffre ahurissant, mais la situation n'en est pas moins dramatique. Les régions Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté ont assisté ces deux dernières années à une mortalité galopante des épicéas pour atteindre plus de 9 millions de m³ de bois scolytés. Ce qui représente environ 9 millions d'arbres, en considérant qu'un épicéa équivaut à un mètre cube. Au niveau européen, cette crise a d'ores et déjà affecté 1 million d'hectares, soit la superficie de la forêt des Landes.

Vue du ciel, la vision des ces forêts aux arbres morts sur pied est à peine croyable. À l'image de la forêt d'Argonne, considérée comme « le pays de l'arbre roi », entre la Meuse et la Marne, bientôt réduite à néant à cause de ses épicéas décimés par les scolytes. Depuis un an c'est donc le branle-bas de combat pour couper le plus d'arbres possible. Des trains spéciaux ont même été affrétés depuis la Meuse, en parallèle des transports par la route, pour alimenter notamment les papeteries du Sud-Ouest. Il y a tant d'arbres que chacun y trouve son compte, les industriels du bois-énergie, de la papeterie et des panneaux. Tous sauf les propriétaires qui ont vu les cours de l'épicéa s'effondrer.

Pyrale, chalarose, phytophthoras et autres bioagresseurs invasifs.

Ailleurs, dans le Centre de la France, comme en Brenne ou en Corrèze par exemple, c'est le pin sylvestre qui est fortement affecté par les stress hydriques de 2018 et 2019. Leur phénomène de mortalité s'est fortement accentué ces deux dernières années, particulièrement dans cette région. Les pinèdes de l'ouest de la France, moins affectées par la sécheresse, sont davantage épargnées par ces dépérissements. Ce qui traduit, comme le note les experts du Département de la santé des forêts (DSF), le rôle déterminant du climat de ces dernières années.

Au stress hydrique et aux attaques sans précédents d'insectes autochtones s'ajoutent les impacts des bio-agresseurs invasifs. François-Xavier Saintonge, l'un des quatre experts forestiers nationaux qui animent ce dispositif du DSF, nous l'a confié : *« Par rapport à l'ensemble des sujets qui concernent les attaques d'insectes et les maladies émergentes de micro-organismes, la situation est plus grave que jamais. En fait, la courbe des problèmes phytosanitaires liés aux invasifs est exponentielle. Pour anticiper cela, nous suivons les directives européennes de surveillance des organismes réglementés. Mais c'est toujours celui qu'on n'attend pas qui arrive ! Et, parmi ceux-là, il y en a une majorité qui font « pschitt », mais, de temps en temps, il y en a qui fait « boum » ! »*

Ainsi, dans le Jura, le Doubs, la Saône-et-Loire, et en région Auvergne-Rhône-Alpes, des milliers d'hectares de buxaias – des forêts où prédomine le buis -, ont ainsi été défoliés jusqu'à des altitudes de plus de 1 000 mètres par la pyrale du buis. Introduit accidentellement en Alsace en 2008, cet insecte s'est d'autant plus facilement propagé dans l'hexagone que le réchauffement climatique lui a été favorable. *« Les deux ou trois premières générations de pyrale se contentent généralement de manger les feuilles à manger, mais la quatrième, qui arrive quand il n'y a plus de feuilles à manger, se met à dévorer l'écorce des branches et des rameaux, et tue l'arbre. On voit que le changement climatique, qui va augmenter les températures, rend cette*

espèce exotique plus dangereuse. Elle passe de grignoteuse de feuilles à tueuse d'arbres », explique Hervé Jactel, directeur de recherche en écologie forestière à l'Inrae de Bordeaux, spécialiste en entomologie forestière.

Le phénomène d'invasion biologique n'est pas nouveau. A l'image du champignon pathogène microscopique *Ophiostoma novo-ulmi* qui cause la maladie de la graphiose de l'orme. Introduit depuis les Etats-Unis dans les années 1970 sur des troncs d'arbres infectés, ce bio-agresseur a décimé en quelques années en France les peuplements d'orme, qui était jusqu'alors un arbre emblématique des campagnes bocagères. Porteurs des spores de ce champignon après avoir mordu un arbre contaminé, ce sont des scolytes qui ont joué le rôle de vecteur pour inoculer la maladie aux arbres sains. Sans distinction entre les ormes champêtres, ceux en montagne ou les nombreux ormes d'ornement plantés en ville.

Ces invasions biologiques ont aujourd'hui changé de dimension. L'intensification des échanges commerciaux internationaux a ainsi multiplié les possibilités de traverser la planète pour de multiples espèces d'insectes et de micro-organismes. Que ce soit des insectes ravageurs – pyrale, cynips, capricorne, bombyx, agrile, cécidomyie, nématode, etc – ou des micro-organismes pathogènes – chalarose, encre, chancre, phytophtoras, bactérie *Xylella fastidiosa*, etc. Autant de bio-agresseurs qui ont surgi ces dernières années dans les forêts européennes en prenant de cours les gestionnaires. Et dont nous détaillons les spécificités dans notre livre.

À l'image de la chalarose du frêne, un champignon qui a été introduit en 2008 en France en provenance de Pologne par le biais d'une palette infestée. Originaire d'Asie, cette maladie exotique se dissémine via des spores transportées par le vent. Celles-ci se déposent sur des feuilles puis germent, provoquant d'importants flétrissements foliaires. Des nécroses apparaissent impactant la croissance de l'arbre adulte infecté et tuant les jeunes pousses. Ce qui est surprenant avec cette épidémie c'est sa vitesse progression, comme le détaille Frédéric Frey, directeur de recherche en phytopathologie à l'unité Inrae de Nancy : *« Près des deux tiers de la France est infestée : toute la partie au dessus d'une ligne diagonale entre Nantes et Grenoble. Et il reste moins d'un tiers du territoire, au sud qui n'est pas encore contaminée. Nos pronostiques c'est que la maladie va continuer de progresser à travers la dispersion des spores de la chalarose capable d'effectuer cinquante kilomètres par an. Il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête et que la maladie ne progresse pas sur l'ensemble du sud ouest. D'ici quatre à cinq ans, en façade atlantique jusqu'au Pays Basque. »*

Risques multiples

Mais tous ces dépérissements et ces épidémies sont aussi favorisés par des erreurs de gestion dans les forêts. La première est d'avoir poussé à planter des conifères partout, même dans des endroits inappropriés, comme les épicéas qui a été planté massivement en plaine alors qu'il s'agit d'une espèce de montagne. Ce qui fragilise les peuplements mal adaptés aux conditions de cette « station ». La deuxième est d'avoir privilégié les plantations en monoculture sur de vastes étendues. Le chiffre est considérable : plus de la moitié des forêts en superficie est constituée de peuplements avec une seule essence d'arbre ! Qui sont alors beaucoup plus exposés au risque de prolifération des insectes natifs ou invasifs que des forêts mélangées plus riches en biodiversité, donc en ennemis naturels potentiels de ces insectes pouvant en assurer la régulation. Des erreurs de gestion qui ont eu pour effet de déployer le tapis rouge pour ces bio-agresseurs.

Cet état de santé préoccupant de nos forêts françaises n'est pas sans conséquences. À l'image du buis qui tient un rôle très important pour les écosystèmes forestiers : il aide à la régénération de certaines espèces, sert d'habitat pour d'autres, et surtout il fixe le sol des pentes en régions semi montagneuses. Une fois mort, son absence de protection peut influencer sur l'érosion des sols et sur le ralentissement des avalanches. Desséché, il constitue aussi un dangereux combustible qui augmente le risque d'incendie. Cette question des incendies se pose du reste avec une acuité toute particulière dans la Meuse. En effet, la zone rouge sur laquelle ont poussé les différentes forêts domaniales d'épicéas, aujourd'hui mortes sur pied ou dépérissantes, est tapissée d'obus et autres engins de guerre qui n'avaient pas explosé au contact du sol en 1914-18. Qu'en serait-il si un incendie venait à se déclarer dans une de ces forêts ? Quand on sait qu'en 2017 de simples opérations de nettoyage par des agents de l'ONF avec leur très lourd gyrobroyeur forestier ont suffi par deux fois à faire exploser un obus sur leur passage, on n'ose pas imaginer ce que pourrait occasionner un feu de grande envergure lors d'un été chaud parcourant des arbres morts sur pied.

Quel avenir pour ce bien commun ?

Les forêts rendent des services précieux en nombre : puits de carbone, refuge de biodiversité, filtre d'eau potable, protection des sols contre l'érosion, et contre les aléas en montagne, fabrique de paysages, espace de bien-être, etc. Quel avenir pour ce bien commun confronté à une accélération des phénomènes qui l'impactent ? Quelle forêt pour demain ? Une réponse spontanée serait de dire : planter massivement. Oui peut-être, mais quoi, où, et comment ?

« Planter est un acte sylvicole comme un autre, qui doit participer à la bonne gestion de l'existant, ainsi qu'au renouvellement qualitatif et fonctionnel des

forêts. Donc : planter oui ; mais pas n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment, ni à n'importe quel prix ! », estime ainsi Évrard de Turckheim, président de l'association Pro Silva, un regroupement de sylviculteurs et de spécialistes du monde forestier qui font la promotion de la sylviculture à couvert continu, s'inspirant des processus naturels, privilégiant la régénération naturelle, avec pour objectif de gérer la forêt sans coupe rase (un mode d'aménagement passant par l'abattage de la totalité d'une parcelle), en produisant en continu du bois de qualité, dans le respect de l'écosystème forestier.

Cette réaction du représentant de Pro Silva a été formulée en réponse au Plan de Relance National et son volet forestier « *Aider la forêt à s'adapter au changement climatique pour mieux l'atténuer* », qui prévoit pour les forêts une mesure de 200 millions d'euros dont 150 millions fléchés en faveur de mesures de boisement et de plantations, en particulier destinés à la reconstitution des forêts sinistrées par le scolyte. Mais, comme le préconise d'autres associations telle que France Nature Environnement, il ne faut pas que cela corresponde à un chèque en blanc pour planter à nouveau des monocultures d'essences non adaptées à leur station. Des plantations artificielles, avec prioritairement des résineux en rotations courtes, dont l'objectif est d'adapter la forêt aux besoins de l'industrie. Il faudrait que ces sommes importantes soient écoconditionnées en matière de gestion forestière, fléchées vers des reboisements de forêts mélangées correspondant bien à leur milieu. Des forêts avec une plus forte naturalité et une gestion vraiment durable, à la fois espace naturel refuge de biodiversité, espace d'accueil pour le public, et espace économique qui hiérarchise les usages du bois. En donnant par exemple la priorité au bois d'œuvre au détriment du bois énergie, utilisé comme biomasse par les centrales industrielles, qui a pris une place grandissante au sein de la filière forêt bois ces dix dernières années.

Et comment imaginer aussi une forêt de demain sans un Office national des forêts qui ne sortirait pas renforcé de ces graves crises sanitaires. Un établissement qui ne compte plus que 8000 agents après avoir vu 2000 emplois supprimés au cours de la dernière décennie. Face à tous les défis que rencontrent les forêts, cet établissement public représente un rempart sur lequel devrait s'appuyer la politique forestière.

Hugues Demeude et Thierry Gadault

Auteurs de *Massacre à la tronçonneuse – Climat, parasite, crise budgétaire... Nos forêts en état d'urgence* (édition du Cherche Midi)